

REVUE DE PRESSE

16 avril 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

LE DEVOIR

En attente de hausses salariales, le secteur public s'impatiente

Zacharie Goudreault

Plus de deux mois après la conclusion d'ententes de principe avec le gouvernement Legault, l'incertitude plane toujours sur le moment où des centaines de milliers de travailleurs dans les secteurs de l'éducation et de la santé bénéficieront des hausses salariales et des bonifications de leurs conditions de travail pour lesquelles ils ont fait la grève l'an dernier. Un délai qui, sans être inhabituel, crée une forte « impatience » dans les rangs de plusieurs syndicats, a constaté Le Devoir.

« Les gens sont impatients. Nos membres sont vraiment tannés d'attendre », lance en entrevue lundi la présidente du Syndicat québécois des employées et employés de services, Sylvie Nelson, dont les membres travaillent majoritairement dans le secteur de la santé et des services sociaux.

En février, le Front commun tout comme la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) ont annoncé avoir conclu des ententes de principe avec Québec en prévision de la signature de nouvelles conventions collectives qui seront valides jusqu'en 2028. Or, celles-ci n'ont toujours pas été signées, ce qui a pour effet de retarder le moment où les travailleurs concernés verront leur salaire augmenter, en plus d'avoir accès à de nouvelles primes. Les conventions collectives prévoient par ailleurs une rétroactivité salariale, en date du 1er avril 2023, qui sera remise dans les poches des travailleurs dans un délai de quelques mois après la signature de celles-ci.

Or, entre-temps, « on continue d'être payés avec le taux horaire non majoré. Le coût de la vie augmente, et notre salaire stagne », déplore Audrey Heideiger, qui est technicienne en organisation scolaire dans une école de l'Estrie. « On se rend compte que, chaque fois qu'on va faire l'épicerie, c'est de plus en plus cher. On travaille pour payer les factures, l'épicerie et rembourser l'hypothèque. »

Impatience

Dans les derniers jours, de nombreux travailleurs syndiqués se sont d'ailleurs tournés vers les réseaux

sociaux pour presser leur syndicat et Québec de régler ce dossier, afin que leur salaire puisse être bonifié.

Chaque jour, nos membres perdent de l'argent

— Robert Comeau

« Tant et aussi longtemps que nos conventions ne seront pas signées, personne n'aura d'augmentation de salaire, personne ne va gagner plus cher, alors que l'épicerie coûte deux fois plus cher », déplore le vice-président du secteur de l'éducation pour la branche québécoise du Syndicat canadien de la fonction publique, Richard Delisle. Ce dernier rappelle d'ailleurs que les primes qu'obtiendront ses membres au terme de la signature de leur convention collective ne seront pas rétroactives.

Ainsi, « chaque jour, nos membres perdent de l'argent » en n'ayant pas le droit aux primes qu'ils ont négociées avec Québec, relève lui aussi le président de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux, Robert Comeau. « C'est de l'argent qui coule entre leurs doigts, d'où l'empressement » à régler ce dossier, poursuit-il.

La CSN note pour sa part l'existence de plusieurs « coquilles » dans les textes qui lui ont récemment été transmis par le gouvernement, ce qui pourrait retarder le moment où ceux-ci seront finaux. « Il faudrait augmenter la cadence et que ce soit une priorité pour le gouvernement », martèle le vice-président de la CSN, François Enault, selon qui les conventions collectives doivent être signées en mai pour que les délais habituels concernant ce processus soient respectés.

Le Conseil du trésor n'a pu répondre lundi aux questions du Devoir.

Conditions de travail

Dans le milieu de l'éducation, on craint par ailleurs qu'une signature tardive des conventions collectives ait pour effet que certaines mesures visant à bonifier les conditions de travail des enseignants, comme la révision

de la composition des groupes et l'ajout d'aides à la classe, ne puissent être mises en application à temps pour la prochaine rentrée scolaire.

« Mais moi, ma préoccupation, c'est de me sentir bien dans mon travail », souligne ainsi Johanne Blaise, qui enseigne au primaire à Montréal. Or, « au niveau des

mesures qui pourraient être applicables dès la rentrée, la fenêtre qu'on a pour travailler se referme de plus en plus », confirme la présidente de la FAE, Mélanie Hubert, qui souligne que les centres de services scolaires auront besoin de temps pour procéder aux embauches qui seront nécessaires pour appliquer la convention collective négociée par ses membres.



Secteur de la construction

Québec solidaire veut plus d'immigrants en renfort

(Québec) Les immigrants peuvent contribuer à résorber la crise du logement, affirme Québec solidaire, qui propose une voie rapide vers l'immigration permanente pour les nouveaux arrivants travaillant dans l'industrie de la construction.

CHARLES LECAVALIER

La Presse

« On souhaite faire des propositions constructives pour relancer la construction au Québec. On ne construit pas assez au Québec, les mises en chantier sont à la traîne, et on ne réglera pas la crise si on ne construit pas plus de logements », affirme le chef parlementaire de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, en entrevue avec *La Presse*.

Il demande donc au gouvernement Legault de créer un projet pilote pour offrir une « voie rapide » vers l'immigration permanente aux travailleurs étrangers qui choisissent le domaine de la construction.

La demande est pressante : selon la Commission de la construction du Québec, l'industrie aura des besoins annuels d'environ 16 000 nouveaux travailleurs d'ici à 2027 pour répondre aux besoins et remplacer les départs.

Et il est vrai que les immigrants sont moins nombreux dans le secteur de la construction au Québec que dans d'autres provinces canadiennes. M. Nadeau-Dubois y voit une « opportunité ». « C'est pour ça qu'on fait cette proposition. On peut avoir un système d'immigration généreux, conforme aux valeurs d'accueil des Québécoises et Québécois », a-t-il dit.

La Presse rapportait en février que seulement 3 % des immigrants temporaires travaillent dans le secteur de la construction, deux fois moins que dans la population active du Québec (7 %), selon l'Institut du Québec.

Le député solidaire Guillaume Cliche-Rivard souligne qu'il existe trois projets pilotes de voie rapide, un pour les préposés aux bénéficiaires, un pour le secteur de la transformation alimentaire, et un autre pour les technologies de l'information et l'intelligence artificielle.

Effet d'entraînement

« On en propose un quatrième », indique-t-il. La clientèle visée : « tous les résidents temporaires qui sont déjà au Québec, que ce soit des réfugiés ou des gens qui ont un permis de travail ouvert ou fermé », a-t-il indiqué. Un immigrant temporaire qui a travaillé 12 mois dans l'industrie de la construction au cours des 24 derniers mois aurait accès à cette voie rapide.

« Quand on fait ce genre de programme, il y a un effet d'entraînement [...] Les gens vont rejoindre ce milieu. C'est le même effet qu'on espère avoir », a dit M. Cliche-Rivard.

Québec solidaire souhaiterait que ce programme attire 550 personnes par année, soit le maximum prévu par la loi pour un projet pilote. Sur une durée de cinq ans, cela voudrait donc dire 2750 nouveaux travailleurs.

« Ce n'est pas à négliger. Ça peut significativement contribuer à relancer les chantiers. Ce n'est pas seulement symbolique », a expliqué M. Nadeau-Dubois.

Un « défi », mais aussi une « opportunité »

Il veut ainsi répondre au premier ministre François Legault et au chef péquiste Paul St-Pierre Plamondon, qui montrent du doigt le rôle de l'immigration dans la crise du logement. La semaine dernière, M. Legault a affirmé que la hausse importante du nombre d'immigrants temporaires « amène des problèmes énormes pour les Québécois. Il nous manque d'enseignants, d'infirmières, de logements, et ça pose un vrai défi pour l'avenir du français, en particulier à Montréal ». Samedi, M. St-Pierre Plamondon a affirmé

que l'immigration était la principale cause de la crise du logement.

M. Nadeau-Dubois a déploré ce discours des deux chefs de parti, qui « parlent d'immigration de la même manière », soit comme « un problème et une menace ».

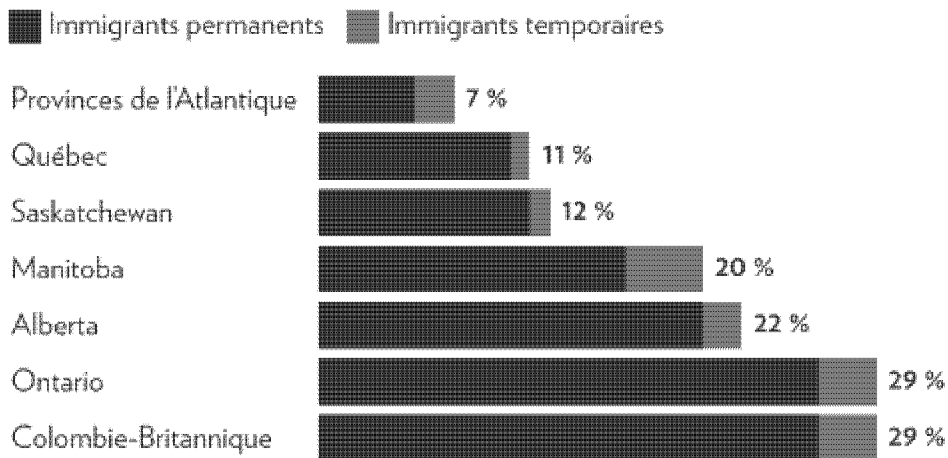
« On pense que l'immigration représente un défi en pleine crise du logement. Surtout l'explosion récente de l'immigration temporaire. Mais ça peut aussi être une opportunité pour relancer la construction », a expliqué le

député de Gouin. « Sans nier l'existence du défi, on cherche des solutions pour faire fonctionner le système d'immigration », a-t-il ajouté.

Il a d'ailleurs critiqué la proposition du Parti québécois de geler l'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers temporaires. Un gel, a dit M. Nadeau-Dubois, n'est « ni raisonnable ni réaliste compte tenu des besoins de main-d'œuvre dans plusieurs régions du Québec ».

Immigrants dans la construction en 2023

En pourcentage des travailleurs de la construction



Source : Institut du Québec

LA
PRESSE

Les jeunes devront travailler un peu plus fort pour décrocher un emploi étudiant

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Les étudiants auront peut-être à travailler un peu plus fort, cette année, pour trouver un emploi d'été. Fini le temps où il ne fallait que se présenter quelque part pour se faire embaucher. Les candidats devront plutôt perfectionner un curriculum vitae et chercher plus longtemps pour dénicher un emploi estival qui convient à leurs attentes.

D'abord, le contexte économique diffère de la pandémie. «En ce moment, il y a un ralentissement économique qui fait qu'il y a peut-être un peu moins d'emplois qui sont offerts, mais on est encore en pénurie de main-d'œuvre», rappelle d'entrée de jeu le directeur général du Carrefour jeunesse-emploi (CJE) Saguenay, Bernard Belley à l'autre bout du fil.

L'organisme, qui a la mission de préparer les jeunes de 15 à 35 ans au marché de l'emploi, a reçu plusieurs commentaires de jeunes comme quoi était plus difficile de se trouver un emploi cette année. Il y en a, mais il faut peut-être travailler un peu plus fortement pour les décrocher.

Moins de postes vacants

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale le confirme. «Selon les données de Statistique Canada, le nombre de postes vacants a diminué de 51 845 (-28,5 %) dans l'ensemble du Québec entre 2022 et 2023. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, ils sont passés de 5750 à 4760 pendant la même période (-20,8 %). On peut donc penser que les offres d'emploi étudiant sont, elles aussi, moins nombreuses qu'au cours des années passées», indique Julie Néron, adjointe à la directrice générale et responsable des communications, direction générale de Services Québec du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Fermeture de certains commerces, heures d'ouvertures réduites, automatisation de diverses tâches, des employeurs se débrouillent parfois avec moins de main-d'œuvre qu'auparavant. Également, il y a plus de jeunes qui travaillent, ce qui fait que la compétition est plus féroce pour les différents postes disponibles. Au Québec, en 2023, le taux d'emploi des étudiants des 15-29 ans était de 55,5 % en 2023, «un sommet», confirme Mme Néron.

Influencés par les réseaux sociaux

Bernard Belley assure pour sa part que ce ne sont pas tous les jeunes qui agissent ainsi, mais certains, influencés par les réseaux sociaux, ont des idéaux aux critères de sélectivité très sévères et qui n'auront peut-être plus d'emplois qui leur conviendra dû au contexte économique changeant.

«On est passé d'un milieu où tu pouvais quasiment dire c'est quoi les conditions, les heures que tu voulais, etc., où maintenant, on revient peut-être un peu plus à la normale, avec des emplois aux conditions plus normales.»

— Bernard Belley, directeur général du CJE Saguenay

Se démarquer

Certains gestes peuvent être posés par les candidats en recherche d'emploi pour les aider à se démarquer. S'appliquer à faire un CV personnalisé peut leur être bénéfique, pense M. Belley. C'est d'ailleurs l'un des services qu'offre le CJE.

La lettre de motivation compte également pour plus que ce que bien des gens pensent.

«Faire une lettre de motivation, aussi c'est quelque chose qu'on ne voit presque plus, mais qui est très apprécié par les gestionnaires en ressources humaines. D'un, ça permet de voir la personnalité de la personne, mais aussi l'effort qu'elle a fait de le faire et comme son réel intérêt.»

— Bernard Belley

Bref, il y en a du travail d'été pour les jeunes, peut-être un peu plus difficile à trouver qu'il y a quelques années, mais il y en aura pour ceux qui s'appliqueront dans leur

recherche. Ils auront ainsi une expérience formatrice pour leur avenir.

«Pour les jeunes, l'emploi étudiant est une occasion d'acquérir des compétences, d'explorer leur choix professionnel tout en gagnant de l'argent et pour les employeurs, c'est l'une des avenues pour préparer la relève et recruter de la main-d'œuvre qui répondra aux besoins à plus long terme. En embauchant un étudiant, les entreprises préparent le futur», note Julie Néron.

Chez les employeurs

À la Ville de Saguenay, on compte 182 postes étudiants cet été. Le nombre est plutôt stable, sauf du côté des sauveteurs, où il n'y a que 24 postes à combler, comparativement à 32 l'année précédente.

«Les emplois généraux font l'objet d'une pige lorsque le nombre de candidatures dépasse celui des postes disponibles et il a encore fallu la faire cette année. Au niveau des camps de jour, nous avons toujours réussi à avoir assez de moniteurs pour offrir le nombre de places minimal que nous souhaitons ouvrir», confirme Dominic Arseneau, conseiller aux relations médias et numériques de la Ville de Saguenay dans un échange de courriel avec Le Quotidien.

Il y a deux ans, la Ville était même parvenue à rajouter des places de camps de jour avec le nombre important de moniteurs, mais il n'a pas été possible de le refaire l'an dernier.

L'entreprise Nutrinor affirme quant à elle que son nombre d'emplois n'a pas changé et que ses postes sont surtout dans les usines de transformation agroalimentaires et dans les commerces de détail.

Du côté du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, on note une augmentation du nombre de candidatures étudiantes pour le domaine de la santé. «Plus de 200 étudiants ont été rencontrés en entrevue durant la semaine de relâche et nous continuons les processus d'embauche pour quelques semaines encore», souligne un responsable des communications, dans un échange de courriels. D'ailleurs, la période d'embauche n'est pas terminée et il y a encore des possibilités d'emplois pour les étudiants qui souhaitent donner un coup de pouce aux équipes.

Même le gouvernement du Québec est toujours en période de recrutement pour ses emplois étudiants. Tous les postes disponibles se retrouvent sur la plateforme gouvernementale.

ICI  RADIO-CANADA

Le protocole de confinement barricadé sera bonifié à la lumière des événements

VÉRONIQUE DUVAL

Le protocole de confinement barricadé qui a été appliqué la semaine dernière à l'école secondaire de Matane doit être bonifié, selon le Syndicat de l'enseignement de la région de La Mitis.

L'organisation syndicale a rencontré ses membres dans les jours suivant l'opération policière, question de faire le point.

C'est la première fois que ça arrive dans la région. On ne souhaite pas que ça arrive à nouveau, mais si jamais c'était le cas, on sera encore plus prêt. [...] Ce sera de voir à la lumière des événements récents ce qui peut être amélioré, affirme le président du Syndicat de l'enseignement de la région de la Mitis, Jean-François Gaumont.

Le syndicat dit maintenant vouloir rencontrer la direction du Centre de services scolaire Mont-et-Marées (CSS) pour lui faire part de certaines suggestions.

On est vraiment dans une approche de collaboration pour que si jamais ça a à se reproduite, on soit encore meilleur dans la gestion des événements. On est vraiment en collaboration avec le Centre de services scolaire des Monts-et-Marées, souligne le président du syndicat.

Les membres suggèrent qu'une analyse soit faite pour améliorer les communications internes, de même que la gestion des élèves lors d'un tel événement.

L'aspect des communications et la gestion des cas pendant la journée, on a entendu que ça avait été un peu plus problématique. Mais ce n'est pas dramatique non plus parce que somme toute ça s'est bien déroulé, ajoute-t-il.

La directrice générale par intérim du Centre de services scolaires des Monts-et-Marées, Marie Pierre Guénette, se dit quant à elle tout à fait en accord avec la démarche.

Ça mérite effectivement toute notre attention. Se pencher sur ce qui a bien fonctionné, sur ce qui a moins bien

fonctionné, puis voir aux améliorations qui peuvent être apportées dans chacune des situations qui comportent de tels défis, déclare Mme Guénette. On devrait prendre le temps de le faire. On va le faire d'ailleurs avec le syndicat, mais on a également invité les gens du CISSS et les gens de la Sûreté du Québec (SQ) à se joindre à nous pour faire justement ce post mortem là.

La date de la rencontre entre le syndicat et la direction du CSS n'a pas encore été fixée.

Le Syndicat de l'enseignement de la région de La Mitis ajoute qu'un bilan complet sera fait après cette rencontre.

Le début d'une nouvelle semaine

La directrice générale par intérim du CSS confirme quant à elle que tous les élèves se sont présentés à l'école lundi matin. C'est une très bonne nouvelle, affirme Marie-Pierre Guénette.

Rappelons que l'école a été ouverte exceptionnellement samedi matin pour permettre aux élèves et aux parents qui en ressentaient le besoin de se présenter sur les lieux.

Se réappropriier les lieux, venir à l'école accompagné de leurs parents, chercher des services, le faire d'une façon plus confidentielle. Effectivement, je pense que l'école avait bien vu de mettre ça en place, mentionne-t-elle.

Aucune présence policière n'a été déployée à l'école aujourd'hui. Cependant la SQ reste disponible si l'école en ressent le besoin.

Sale of Villa Maria will help vulnerable

The Sisters of the Congrégation de Notre-Dame announced on Monday that the net proceeds from the sale of their sprawling Villa Maria compound in west-end Montreal will be used to help vulnerable and underprivileged students at public elementary and high schools in Quebec. The compound spans the territories of Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce borough and the city of Westmount. It contains a residence and an infirmary for the sisters, an administrative centre, Villa Maria College and Marianopolis College. The sale of the compound is contingent on the Villa Maria school's lease with the congregation being honoured until the end of 2030. Marianopolis College, which has had its campus on the compound for 20 years, was sold last month by the congregation to the non-profit organization that runs the school. The congregation also announced on Monday that it had awarded the mandate to sell the compound to Colliers International, which is expected to issue a call for offers over the coming weeks. Sister Ona Bessette, superior general of the Sisters of the Congrégation de Notre-Dame, said in a statement that directing the proceeds of the sale to help underprivileged students is part of the congregation's tradition.



Actualités locales

Québec alloue 5,1 millions pour la formation en fabrication métallique industrielle

Par Pascal Faucher, La Voix de l'Est

Pour aider ce secteur où les besoins de main-d'œuvre sont grands, Québec allonge 5,1 millions pour stimuler la formation en fabrication métallique industrielle en Estrie.

Ce montant servira à financer l'équipement et le salaire de 125 étudiants inscrits aux programmes en alternance travail-études de soudage-montage, opération d'équipement de production et d'usinage de la formation professionnelle au Campus Brome-Missisquoi (CBM), à Cowansville.

«C'est une industrie très importante pour l'économie du Québec», a souligné Carl Boily, directeur général de PERFORM, le Comité sectoriel de la main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle en conférence de presse, lundi.

«On contribue à mitiger la pénurie de main-d'œuvre.»

La fabrication métallique industrielle, qui inclut la fabrication de pièces, de machines et d'appareils de transport, représente 9000 emplois au Québec et 20 % des exportations manufacturières du Québec.

En Estrie, ces formations sont offertes au CBM depuis de nombreuses années, mais il y a «un défi de recrutement», a reconnu la députée de Brome-Missisquoi et ministre des Sports, Isabelle Charest.

Les entreprises qui souhaitent participer à ces formations se laissent aussi désirer, a dit la directrice générale du CBM, Liette Bécharde.

«Il est urgent qu'on innove dans nos façons de former notre personnel pour toutes les industries», a déclaré le président de la commission scolaire Eastern Townships, qui gère le CBM de concert avec le centre de services scolaire du Val-des-Cerfs.

«Pour nous, c'est hyper-gagnant»

GE aérospatial, à Bromont, accueillera bientôt sa 4e cohorte d'élèves en alternance travail-études.

«Ça rehausse les compétences techniques des candidats et de nos gens actuels», a fait savoir Johanne Jolicoeur, directrice nationale des ressources humaines pour l'entreprise.

«Pour nous, c'est hyper gagnant», a ajouté Richard Lefebvre, technicien en développement des compétences du milieu chez BPR, à Valcourt.

«Les travailleurs développent un sentiment d'appartenance. Notre taux de rétention est de 100 %.»

Les élèves acquièrent également une discipline en travaillant en entreprise.

«Ils sont présents à l'heure et arrivent avec leur kit, a dit Martin Doyon, chef d'équipe, formation et développement des compétences, chez BRP. Ça fait une grosse différence pour nous.»

En fabrication métallique industrielle, les formations peuvent être données «à presque tous les moments de l'année», a dit Liette Bécharde du CBM.

L'annonce de lundi a été faite au nom de la ministre de l'Emploi Kateri Champagne Jourdain et du ministre de l'Éducation Bernard Drainville.

Il s'agit d'un investissement réalisé dans le cadre du Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par la Commission des partenaires du marché du travail.

Section Jeunesse Desjardins

Une nouvelle directrice générale adjointe au Centre de services scolaire de l'Énergie

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

Le Centre de services scolaire (CSS) de l'Énergie a désormais une nouvelle directrice générale adjointe. Il s'agit de Rosemarie Boucher qui cumule 20 ans d'expérience à titre de gestionnaire dans le réseau scolaire.

Celle qui occupait jusqu'à tout récemment les fonctions de directrice adjointe aux services complémentaires pour le CSS de l'Énergie a également été responsable de diverses fonctions de gestion dans le milieu de l'éducation, notamment à titre de directrice adjointe d'un établissement scolaire, directrice adjointe à l'efficacité organisationnelle et au transport scolaire et directrice adjointe des services éducatifs.

«Vaste expérience»

«Depuis son arrivée dans notre organisation, Mme Boucher nous a démontré ses aptitudes à gérer des équipes et sa capacité à mettre en place de nouvelles

structures organisationnelles efficaces. Sa vaste expérience et sa connaissance des services éducatifs et des différents partenaires sont des atouts majeurs pour le développement de notre organisation», souligne Denis Lemaire, directeur général du CSS de l'Énergie.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Rosemarie Boucher aura plusieurs mandats, dont celui de piloter le suivi du plan d'engagement vers la réussite 2023-2027, en plus de devoir coordonner l'application des politiques du CSS en concertation avec les directions d'unités administratives.

ICI  RADIO-CANADA

Début des travaux d'agrandissement de l'école Le Prélude

RADIO-CANADA

Les travaux d'agrandissement de l'école primaire Le Prélude à Rouyn-Noranda ont débuté lundi.

Des travaux qui devaient initialement être lancés au printemps dernier. Le Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda va donc ajouter 4 nouvelles classes de cours, une bibliothèque, deux classes spécialisées et un plus grand gymnase.

On a une augmentation de la population dans ce secteur et il y a une demande de places pour de nouveaux élèves, à quoi s'ajoutent des travaux pour rénover l'extérieur du bâtiment existant [...] parce que ça date de plusieurs années, les fenêtres, on va augmenter l'isolation et refaire la brique, indique le régisseur en gestion de projet, Frédéric Dallaire-Savard.

C'est l'entrepreneur Hardy Construction qui a été sélectionné pour réaliser le projet dont les coûts vont dépasser les 18 millions de dollars.

Frédéric Dallaire-Savard explique que le projet devrait se terminer d'ici la rentrée de 2025. On ne débute pas nécessairement la première pelletée de terre, mais graduellement on va passer aux travaux d'excavation vers la fin avril, et on cible une rentrée pour les élèves dans les nouveaux locaux en 2025, ajoute le responsable.

Il rappelle qu'avant de lancer les travaux, il a fallu passer par plusieurs étapes notamment pour sécuriser l'endroit et réaménager certains locaux.

Avec les informations de Vanessa Limage

Actualités

Lancement des travaux à l'école Saint-Gérard

Par Katherine Boulianne, Le Quotidien

L'école primaire de Desbiens pourra compter sur un nouveau gymnase dès la rentrée 2025. Le lancement des travaux a été souligné par le Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean et la communauté, lundi.

C'est un projet de près de 7 millions de dollars qui s'est amorcé, afin d'agrandir la petite école d'à peine 100 élèves. En plus de la construction d'un gymnase à gauche de l'établissement, les travaux comprennent également l'aménagement de deux locaux dans l'ancien espace où se tenaient les cours d'éducation physique. La structure et la fenestration actuelles seront conservées.

«C'est aujourd'hui un grand jour. Bientôt on pourra bénéficier d'un nouveau gymnase, et offrir enfin une installation de qualité pour nos élèves, pour une meilleure pratique des activités sportives. Ce gymnase sera le cœur de notre école», le directeur de l'école Saint-Gérard, Jonathan Dupéré.

Le nouvel espace sera d'une superficie de 432 mètres carrés. En plus de la clientèle scolaire, il profitera

également aux citoyens de Desbiens, alors que le gymnase sera mis à leur disposition.

La municipalité a d'ailleurs contribué au projet, investissant 37 000 \$ pour l'installation de douches, et 26 000 \$ pour l'ajout d'un rideau séparateur.

«On est extrêmement contents pour les jeunes qui vont pouvoir en profiter. C'est un projet qui se travaille depuis très longtemps, bien avant moi», mentionne la mairesse de Desbiens, Ginette Sirois.

C'est au printemps 2022 que le ministère de l'Éducation avait annoncé une aide financière pour la construction d'un nouveau gymnase. L'installation de l'école Saint-Gérard sera la troisième en quatre ans à être construite dans l'une des écoles primaires du Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean.

VAUDREUIL-SOULANGES

Une initiative de la Fondation des enfants de Vaudreuil-Soulanges

Le programme « Ton sac d'école comme tout le monde » de retour en 2024

Par Marie-Claude Pilon, Journaliste

Le programme « Ton sac d'école comme tout le monde », une initiative de la Fondation des enfants de Vaudreuil-Soulanges sera de retour cette année. Il s'adresse aux enfants de la maternelle à la 6e année et les intéressés doivent signaler leur intérêt pour en bénéficier d'ici le 27 juin prochain.

Rappelons que cette démarche permet aux enfants bénéficiaires de recevoir plusieurs articles en marge de la rentrée scolaire, soit:

- Un sac d'école;
- Une boîte à lunch et un sac à sandwich réutilisable;
- Un certificat d'une valeur de 60 \$ pour les effets scolaires aux Hamster Éditions Vaudreuil;
- Un certificat de remboursement du matériel scolaire à la Commission scolaire d'une valeur de 60\$;
- Une paire d'espadrilles;
- Un manteau d'automne;
- Une paire de bottes d'hiver;

- Un habit de neige (incluant tuque, cache-cou et mitaines).

Comment s'inscrire?

Les parents qui aimeraient inscrire un enfant doivent remplir le formulaire disponible à cette adresse: <https://bit.ly/3T2AERz> avant le 27 juin prochain.

Notons que des preuves de revenus devront être fournies au moment de l'inscription, soit:

- Avis de cotisation 2023 pour chaque adulte dans la famille OU
- Carnet de réclamation pour les prestataires de sécurité du revenu;

Une fois cette étape complétée, il faut faire parvenir la demande à l'adresse sur le formulaire.

Pour toutes informations additionnelles, on peut rejoindre Monsieur Henri Langlois par courriel madoc3@sympatico.ca.

Pour 23 élèves en arts de la Cité-des-Jeunes : lancement de "Mettre les mains à la pâte"



Ginette Brisebois - Le groupe d'artistes présents au musée avec

Nancy et Annick

Par Ginette Brisebois

Pour la majorité des gens de la région, c'était jeudi dernier une soirée comme les autres, pluvieuse et grise. Pour un peu plus d'une vingtaine de jeunes étudiants en arts plastiques-études de la Cité-des-Jeunes, c'était une première joyeuse et ensoleillée : avec le lancement de leur exposition officielle dans le musée le plus reconnu de Vaudreuil-Soulanges. Néomédia a assisté au vernissage de *Mettre les mains à la pâte* au Musée régional de Vaudreuil-Soulanges. L'exposition dure jusqu'au 15 mai.

L'exposition est enjouée et libre, inspirée et inspirante. Annick Gauvreau, artiste multidisciplinaire de Coteau-du-Lac, et l'enseignante en arts Nancy Lépine, ont supervisé le travail. Le but était tout d'abord, pour Annick Gauvreau, d'offrir un atelier de création et de formation sur la période du Refus global et des peintres automatistes au Québec.

Cette formation a été suivie d'une pratique sur la peinture spontanée en présence d'Annick et de Nancy. Une jolie idée a été embrassée pour permettre d'insérer chaque oeuvre dans un joli panier, appelé banneton, en mémoire d'un boulanger de la région (lire article joint).

Les titres de chaque oeuvre ont été superbement travaillés et reflètent l'imagination débordante de nos jeunes.

L'enseignante explique comment elle a procédé pour créer un climat propice à la peinture automatique
« *J'ai demandé aux élèves de ne pas chercher à contrôler et de vivre le moment, sans trop réfléchir.*

D'ailleurs, je les ai d'abord invités à faire une pratique pour les rendre plus à l'aise et diminuer le stress », raconte-t-elle.

Nancy et Annick sont d'accord : *« il n'est pas nécessaire d'exceller en art figuratif pour réussir une oeuvre abstraite; cela prend de la spontanéité et du lâcher-prise, selon Annick; il faut arrêter de penser en quelque sorte »,* ajoute-t-elle.

Les élèves ont d'abord découpé dans les premiers essais réalisés sur de grands cartons, de mini cartons d'invitation, qu'ils ont fait parvenir à divers visiteurs potentiels pour leur vernissage. Ces invitations sont très réussies.

La commissaire de l'exposition Chantal Séguin, explique quelques règles de l'art lorsqu'on organise une exposition : *« Dans un premier temps, quand je suis approchée, je dois diriger, penser à uniformiser, à l'accrochage, et me poser la question : "est-ce réaliste?" »*

« Ensuite, il faut réfléchir à divers aspects : la mise en salle, les titres, les fichiers à envoyer et à imprimer, le laminage, etc. Caroline Duguay et Émilie Léger sont en charge du montage ».

« Finalement, ça prend un artiste professionnel derrière un projet; j'ai un calibre de qualité à respecter », conclut la commissaire.

La population est invitée à le constater, tous les ingrédients ont été intégrés pour réaliser une pâte parfaite pour cette très intéressante exposition, que vous pouvez aller admirer au Musée régional jusqu'au 15 mai dans la salle polyvalente. Il est demandé d'appeler avant de vous rendre pour voir l'exposition, car la salle polyvalente est parfois réservée pour d'autres activités.

Grève générale illimitée : 1500 élèves toujours sans transport scolaire à Drummondville

Éric Beaupré



1500 élèves sans transport scolaire depuis ce matin pour une période indéterminée à Drummondville @ Crédit photo Eric Beaupré / Vingt55 Tous droits réservés.

Les chauffeurs des Autobus Voltigeurs, qui ont déclenché une grève générale illimitée à Drummondville après avoir participé à des rencontres de négociations infructueuses, n'ont toujours pas réussi à s'entendre avec la direction. Ainsi, 1500 élèves sont toujours sans transport scolaire ce matin pour une période indéterminée à Drummondville

Après une longue série de négociations infructueuses, le Syndicat des Autobus Voltigeurs – CSN a déclenché une grève générale illimitée. Cette décision intervient malgré la tenue de 15 séances de négociation, dont trois en présence d'une conciliatrice du ministère du Travail.

Selon le président du Syndicat des travailleurs des Autobus Voltigeurs, Jean-Guy Picard, après avoir tenu quelques journées de grève plus tôt cette année en guise de moyen de pression et afin d'être entendu, les syndiqués ont opté pour la grève générale illimitée.

« C'est malheureux, mais après une quinzaine de séances de négociations, et même avec la participation d'une conciliatrice lors de trois rencontres, l'employeur est resté sur sa position, offrant trop peu pour les chauffeurs et chauffeuses », expliquait le président du Syndicat des travailleurs des Autobus Voltigeurs, Jean-Guy Picard, en entrevue au Vingt55, « le vote de grève générale illimitée c'est l'ultime moyen pour tenter de faire avancer les négociations qui malheureusement sont restées sans réelle avancée ».

Les employés de Drummondville deviennent le ‘‘cheap labor’’ de l’industrie du transport scolaire.

Les chauffeurs drummondvillois affirment être parmi les moins bien payés qu’ailleurs au Québec et réclament un rattrapage et ajustement salarial avec le reste de l’industrie du transport scolaire, alors que ceux de Drummondville considèrent faire du ‘‘cheap labor’’ et être les moins bien payés.

Dans l’attente d’une réaction de la part de la direction, le syndicat reste ouvert au dialogue, tout en restant ferme sur ses revendications, affirme le président du Syndicat.

« C’est décevant de constater que la compagnie, propriété de Drummondvillois, n’ait pas plus d’égards et de respect pour ses chauffeurs », estime Josée Dubé, présidente du secteur transport scolaire, « le gouvernement leur a donné les moyens. C’est juste une question de tenir tête aux employés nouvellement syndiqués », selon elle.

À ces salaires, il n’y aura pas de relève, s’inquiète un chauffeur rencontré sur place par le Vingt55. « Nous voulons un salaire décent et rester attractifs. Le travail est exigeant et la responsabilité du transport des enfants est importante », ajoute-t-il, rappelant que la responsabilité du transport écoliers n’est pas un emploi sans risque et que les compétences doivent être tenu en compte également.

« Nous allons être les moins bien payés de la province de Québec, estime également le président du syndicat. Et il n’y a aucune raison pour cela. Nous n’avons aucun bénéfice, aucune assurance, aucun plan d’assurance collective. Nous n’avons que notre salaire pour négocier, nous n’avons donc aucun levier face à l’employeur qui fait la sourde oreille malgré plusieurs tentatives, alors qu’ils disent être ouverts aux négociations », ajoutent les employés d’autobus Voltigeurs rencontrés devant l’entreprise qui estiment que l’employeur n’offre aucune réelle négociation.

« Nous ne voulons pas en arriver là, mais pour l’heure et devant l’absence de négociation, c’est notre seule alternative pour tenter de faire bouger les choses et en venir à une entente raisonnable pour toutes les parties », réitère Jean-Guy Picard, président du syndicat, en entrevue au Vingt55.

Les employés espèrent encore un règlement afin d’éviter de priver les enfants et les familles d’un transport scolaire jusqu’à la fin des classes.

Le Centre de services scolaire des Chênes réagit rapidement à cette annonce. Une partie des conducteurs des Autobus Voltigeurs sera en grève illimitée, affectant 31 circuits et 68 parcours, soit 1500 élèves de 10 000 qui doivent utiliser les transports scolaires.

Le CSS des Chênes est conscient que cette situation, qui est hors de son contrôle, pourrait compliquer l’organisation familiale. La direction a tout mis en œuvre pour informer rapidement les familles touchées par cette décision du transporteur. Ainsi, les parents des élèves concernés par cette grève ont

reçu un courriel explicatif. Les parents n'ayant pas reçu de courriel de la part du service de transport ne sont pas concernés par cette grève.

L'employeur et les gestionnaires de l'entreprise de transport scolaire ont refusé toutes les demandes d'entrevue.

Du côté d'Autobus Voltigeur, la direction, contactée par le Vingt55, se refuse à commenter, affirmant que c'est à Sogesco de prendre position. Également contactée par le Vingt55, la direction de Sogesco s'est également refusée à tout commentaire ou demande d'entrevue.

Communiqué (s)

Avis aux médias - Un mois de grève chez Autobus Gil-Ber et chez Autobus Germain-Perreault

NOUVELLES FOURNIES PAR

CSN →

15 avr, 2024, 16:00 ET

SAINT-LIN-LAURENTIDES, QC et RAWDON, QC, le 15 avril 2024 /CNW/ - Ce lundi 15 avril 2024, le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN) et le Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault (CSN) ont tous deux envoyé un avis de grève au ministère du Travail dans le but de déclencher une période d'un mois de grève à partir du 1^{er} mai prochain.

Le Centre de services scolaire des Samares sera touché dans le cas d'un déclenchement de grève ; plusieurs centaines d'élèves utilisant ce service.

À propos

Le Syndicat des travailleurs des Autobus Gil-Ber (CSN) rassemble 65 membres alors que le Syndicat des travailleurs des Autobus Germain Perreault (CSN) en regroupe 11. Tous deux sont affiliés à la Fédération des employées et employés de services publics-CSN (FEESP-CSN). La FEESP-CSN compte plus de 425 syndicats affiliés représentant 65 000 membres œuvrant dans le domaine des services publics et parapublics. Le Conseil central de Lanaudière-CSN regroupe 81 syndicats représentant plus de 14 000 membres sur l'ensemble du territoire de Lanaudière.

SOURCE CSN

Lancement d'une consultation provinciale sur l'éducation au Québec

16 avril 2024

L'éducation est le pilier de toute société prospère. Pour aider les écoles à surmonter les défis actuels, la consultation «Unis pour l'école: ma voix, notre impact!» a été lancée le 15 avril.

L'[Observatoire pour l'éducation et la santé des enfants](#) (OPES), dirigé par [Sylvana Côté](#), professeure à l'École de santé publique de l'Université de Montréal, annonce le lancement d'une consultation provinciale visant à désigner les enjeux qui sont jugés prioritaires pour les milieux scolaires et les solutions innovantes pour y répondre.

Les parents, les personnels enseignant et non enseignant, les directions d'établissement, les centres de services scolaires et les partenaires communautaires sont les acteurs principaux que l'équipe de recherche souhaite consulter.

Les connaissances acquises au cours de cette consultation offriront une vue d'ensemble des priorités et des solutions souhaitées, marquant ainsi le début d'une approche collaborative potentiellement porteuse de solutions tangibles pour la réussite scolaire et le bien-être à l'école, puisqu'elle s'appuiera sur les réalités vécues par plusieurs parties prenantes et dans toutes les régions du Québec.

Le projet [Unis pour l'école: ma voix, notre impact!](#) comporte deux courts sondages en ligne. Le premier a pour objectif de cibler les enjeux prioritaires et les solutions et sera réalisé du 15 au 28 avril. Le deuxième, qui permettra de regrouper les solutions et d'évaluer leur portée, le sera du 13 au 26 mai.

Pourquoi une autre consultation?

Aucune des consultations passées n'a réuni l'ensemble des acteurs ni ne s'est intéressée à une variété d'enjeux qui exercent une influence quotidienne sur la réussite scolaire, la santé et le bien-être des élèves.

Par ailleurs, on ignore si les priorités sont partagées par ces personnes ou les régions du Québec ou si elles diffèrent. La consultation annoncée donnera lieu à de nouvelles connaissances qui pourront appuyer la sélection de stratégies porteuses afin d'orienter les efforts vers des solutions concrètes et pérennes.

«En misant sur les points de vue et l'expérience des parents, des acteurs scolaires et des organismes les accompagnant, nous définirons ensemble les cibles prioritaires et les stratégies les plus susceptibles d'avoir des retombées. Ce projet collaboratif est un moteur de changement non seulement pour mieux cerner les priorités nécessitant notre attention, mais surtout pour amorcer une mise en commun de nos savoirs pour soutenir la sélection, la diffusion et la mise en œuvre des meilleures pratiques par la suite», souligne la chercheuse principale de la consultation, [Isabelle Quellet-Morin](#), professeure à l'Université de Montréal et directrice de l'axe Innovation sociale de l'OPES.

Statistiques éclairant certains enjeux du système d'éducation au Québec

- Environ un élève sur six dit subir de l'intimidation à l'école et cette proportion est trois fois plus élevée chez les élèves transgenres ou non binaires.

Source: *Institut de la statistique du Québec*, Étude québécoise sur les rapports sociaux dans un contexte scolaire, de travail et dans la communauté, 2022.

- La moitié des 9000 enseignantes et enseignants montréalais consultés dans un sondage souhaiteraient réorienter leur carrière ou changer de centre de services scolaire en raison d'épuisement, de surcharge et de mauvaises conditions de travail.

Source: *Alliance des professeures et professeurs de Montréal*, 2018.

- Interrogé sur les raisons nuisant à la réussite scolaire de leur enfant, 1 parent sur 4 de la région de Chaudière-Appalaches nomme le manque d'intérêt ou de motivation, alors que 1 sur 10 pointe du doigt les difficultés d'apprentissage et les coûts.

Source: *Partenaires pour la réussite éducative en Chaudière-Appalaches*, Sondage aux parents de la Chaudière-Appalaches: [rapport synthèse](#), 2020.

Des appuis de nombreux partenaires du système d'éducation du Québec

Pour mener à bien sa consultation, l'Observatoire pour l'éducation et la santé des enfants a obtenu le soutien de nombreux partenaires du système d'éducation québécois. Plusieurs d'entre eux témoignent de l'importance qu'ils accordent à cette consultation :

«Le Regroupement des comités de parents autonomes du Québec sera toujours prêt à soutenir et assister les recherches rigoureuses en éducation. Ces recherches sont essentielles pour guider nos orientations collectives afin d'optimiser et améliorer notre système scolaire et ainsi favoriser le bien-être et la réussite de nos enfants.»

- Sylvain Martel, conseiller stratégique et porte-parole du Regroupement des comités de parents autonomes du Québec

«Cette recherche-action mérite toute notre attention, car l'éducation est le socle d'une société. Nos écoles sont des milieux de vie dans lesquels chacune et chacun doit pouvoir s'épanouir et se forger comme adulte de demain. Par cette consultation, avec leur volonté de nourrir les réflexions et de participer aux efforts collectifs, les parents et les organismes communautaires Famille pourront apporter leurs perspectives sur les enjeux qui marquent les milieux de l'éducation. Être parent, c'est vouloir assurer aux générations futures un avenir ensoleillé!»

- Alex Gauthier, directeur général de la Fédération québécoise des organismes communautaires Famille

«Le Réseau québécois pour la réussite éducative salue et appuie cette initiative. Les grandes enquêtes en éducation, aussi importantes qu'elles soient, doivent être couplées aux échos du terrain. Ceux-ci sont essentiels pour prendre les bonnes décisions et implanter les mesures qui fonctionnent le mieux.»

- Andrée Mayer-Périard, présidente du Réseau québécois pour la réussite éducative

«Active participation in the 'United for School: My Voice, Our Impact!' consultation is pivotal. It's not just about voicing our concerns; it's about actively shaping the future of education for our children. Let us come together, exchange our perspectives, and work collaboratively to bring about meaningful transformation.»

- Katherine Korakakis, présidente de l'English Parents' Committee Association of Quebec

Liste de tous les partenaires soutenant la consultation

- Association montréalaise des directions d'établissement scolaire
- Fédération autonome de l'enseignement
- Fédération des syndicats de l'enseignement
- Fédération des établissements d'enseignement privés
- Fédération du personnel de l'enseignement privé
- Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation
- Fédération québécoise des organismes communautaires Famille
- Fédération des comités de parents du Québec
- Regroupement des comités de parents autonomes du Québec
- English Parents' Committee Association of Quebec
- Regroupement des maisons des jeunes du Québec
- Regroupement des organismes jeunesse autonomes du Québec
- Réseau québécois pour la réussite éducative
- Fédération des centres de services scolaires du Québec
- Quebec English School Boards Association
- Debout pour l'école
- Réseau réussite Montréal
- Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec
- Comité québécois pour les jeunes en difficulté du comportement
- Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys
- Partenaire pour la réussite éducative de Chaudière-Appalaches
- Direction de soutien au milieu scolaire et aux partenaires de l'éducation du ministère de l'Éducation du Québec
- Plusieurs membres du corps professoral de l'Université de Montréal, de l'Université Laval et de l'Université McGill

Pour participer

Pour participer et faire entendre sa voix, on peut visiter le ca.plgn.app/fr/opes/ideation.

Le premier sondage, qui vise à cibler les enjeux prioritaires et les solutions, sera en ligne du 15 au 28 avril. Le deuxième, qui a pour objectif de regrouper les solutions et d'évaluer leur portée, le sera du 13 au 26 mai.

Pour plus d'information



Université de Montréal

Case postale 6128, succ. Centre-ville

Montréal Québec

Canada H3C 3J7

🌐 www.umontreal.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ÉNERGIE

Nomination de Mme Rosemarie Boucher au poste de directrice générale adjointe

16 avril 2024

S'étant démarquée parmi la grande qualité des candidatures reçues, Mme Rosemarie Boucher, est nommée directrice générale adjointe du Centre de services scolaire de l'Énergie. Mme Boucher, qui cumule 20 ans d'expérience à titre de gestionnaire dans le réseau scolaire, occupait les fonctions de directrice adjointe aux services complémentaires pour le CSS de l'Énergie.

Mme Boucher a commencé sa carrière comme enseignante. Depuis 2004, elle a occupé diverses fonctions de gestion dans le milieu de l'éducation, dont celles de directrice adjointe d'un établissement scolaire, directrice adjointe à l'efficacité organisationnelle et au transport scolaire et directrice adjointe des services éducatifs.



« Depuis son arrivée dans notre organisation, Mme Boucher nous a démontré ses aptitudes à gérer des équipes et sa capacité à mettre en place de nouvelles structures organisationnelles efficaces. Sa vaste expérience et sa connaissance des services éducatifs et des différents partenaires sont des atouts majeurs pour le développement de notre organisation », mentionne M. Denis Lemaire, directeur général du CSS de l'Énergie.

À titre de directrice générale adjointe, les principaux mandats de Mme Boucher seront de piloter le suivi du plan d'engagement vers la réussite 2023-2027 de même que les services éducatifs jeunes et les services complémentaires. Elle devra également coordonner l'application des politiques du centre de services scolaire en concertation avec les directions d'unités administratives dans des champs d'activités de nature éducative ou administrative.

« Gestionnaire de tête et de coeur, nous sommes convaincus que Mme Boucher saura mener à bien notre mission et notre vision en tant qu'organisation apprenante. Nous lui assurons notre entière collaboration et lui souhaitons un épanouissement professionnel à la hauteur de ses aspirations ! » termine M. Lemaire. Mme Boucher intégrera ses fonctions à compter du 1er juillet 2024.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire de l'Énergie

2072, rue Gignac case postale 580

Shawinigan Québec

Canada G9N 6V7

cssenergie.gouv.qc.ca/

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DU LAC-SAINT-JEAN

Début des travaux pour le nouveau gymnase de l'école Saint-Gérard de Desbiens - Investissement de 6 953 759 \$

16 avril 2024

Les travaux sont officiellement commencés pour l'agrandissement de l'école Saint-Gérard de Desbiens. Une pelletée de terre symbolique a eu lieu en présence de M. Éric Girard, député de Lac-Saint-Jean et adjoint parlementaire du ministre des Affaires municipales, M. Marc-Pascal Harvey, directeur générale du Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean (CSSLSJ) ainsi que Mme Ginette Sirois, mairesse de Desbiens.



Dans l'ordre habituel :

1^{re} rangée : Michel Tremblay, firme d'ingénieur WSP, Mme Josée Maltais, technicienne en bâtiment, CSSLSJ, M. Éric Girard, député de Lac-Saint-Jean, M. Jonathan Duperré, directeur de l'école Saint-Gérard, M. Marc-Pascal Harvey, directeur général CSSLSJ, Mme Ginette Sirois, mairesse de Desbiens, Mme Nancy Lavoie, directrice adjointe du Service des Ressources matérielles CSSLSJ

2^e rangée : M. Serge Harvey, firme architecte ATSH, M. Dave Corneau, directeur du Service des ressources matérielles, CSSLSJ

Le projet, au coût total de 6 953 759 \$ comprend un nouveau gymnase et l'ajout de deux nouveaux locaux. Celui-ci est possible grâce au financement du ministère de l'Éducation et à la Ville de Desbiens. Cette dernière a investi 37 000 \$ pour l'installation des douches ainsi que 26 000 \$ pour le rideau séparateur dans le nouveau gymnase.

Le nouveau gymnase sera d'une superficie de 432 mètres carrés. L'agrandissement s'effectue à gauche de l'école actuelle. La méthode de construction retenue permettra de conserver la fenestration et maintenir un maximum de luminosité pour l'école primaire.

Les deux nouveaux locaux seront construits dans la grande salle où étaient tenus les cours d'éducation physique. Un nouveau stationnement est aussi prévu.

La direction de l'école, M. Jonathan Duperré, a souhaité la bienvenue aux invités présents et a mentionné l'importance de ce projet pour l'école : « C'est un grand jour pour notre école, car bientôt nous pourrons bénéficier d'un tout nouveau gymnase et ainsi offrir une installation de qualité pour la pratique d'activité physique pour nos élèves. Ce gymnase sera le cœur de notre école, où tous pourront vivre des réussites. J'aimerais aussi remercier la municipalité de Desbiens pour sa participation financière. Une collaboration entre la municipalité et l'école est essentielle au bien-être des élèves. »

« Le nouveau gymnase à l'école primaire est bien plus qu'un simple ajout. C'est un investissement pour nos élèves, ils y développeront les saines habitudes de vie, ils apprendront à collaborer et à se dépasser. De plus, l'ensemble de la communauté de Desbiens pourra également en profiter créant ainsi un lieu de rencontre pour tous. Ensemble, nous offrons à nos enfants et à la communauté les meilleures conditions pour grandir et s'épanouir », a souligné Marc-Pascal Harvey.

« Le Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean investit constamment pour améliorer ses infrastructures. Le gymnase de l'école Saint-Gérard sera le troisième à être construit en quatre ans dans l'une de nos écoles primaires. C'est plus de 16 M\$ qui auront été investis pour favoriser l'activité physique des élèves », a conclu le directeur général.

« Ce sont tous les citoyens de la région qui se réjouissent, j'en suis certain, de l'arrivée du nouveau gymnase à l'école Saint-Gérard. C'était un agrandissement nécessaire pour les élèves afin de leur permettre de s'épanouir à travers le sport et l'activité physique. Merci à toutes les personnes qui ont contribué au projet », a mentionné le député de Lac-Saint-Jean, M. Éric Girard.

« Je suis très content que les travaux d'agrandissement de l'école Saint-Gérard puissent maintenant débiter. Je suis convaincu que les élèves ont déjà hâte de pouvoir profiter des nouvelles installations, dont le nouveau gymnase. Merci à tous ceux impliqués dans ce beau projet! », a ajouté le ministre de l'Éducation, M. Bernard Drainville

Lorsque le projet aura été complété, l'ensemble des 20 écoles primaires du CSSLSJ disposeront d'un gymnase digne de ce nom répondant aux exigences du programme de formation de l'école québécoise.

C'est l'entrepreneur « Les Constructions Technipro 1998 Inc. », la firme d'architecture « ATSH et la firme d'ingénierie WSP » qui assureront le bon déroulement du projet.

Les élèves et l'équipe-école devraient avoir accès au nouveau gymnase au début de l'année scolaire 2025.

Pour plus d'information



Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean

350, boulevard Champlain Sud

Alma Québec

Canada G8B 5W2

🌐 csslsj.gouv.qc.ca/

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES PATRIOTES

Félicitations aux gagnants de la 3e édition des Prix inspiration Patriotes du CSSP

16 avril 2024

Le 11 avril dernier avait lieu la cérémonie de remise des Prix inspiration Patriotes 2024 du Centre de services scolaire des Patriotes (CSSP), au cours de laquelle ont été dévoilés les lauréats de chacune des cinq catégories et du Prix Coup de cœur. L'événement, qui a réuni près de 150 convives, se tenait à l'école secondaire De Mortagne à Boucherville.

« C'est grâce à des projets comme ceux présentés ce soir que nous sommes en mesure de réaliser notre mission d'offrir à nos élèves des services éducatifs de qualité, de mettre en œuvre les meilleures pratiques pour favoriser leur réussite et de les outiller afin qu'ils contribuent à bâtir de façon active et responsable la société de demain. » a déclaré M. Luc Lapointe, directeur général du CSSP, à l'occasion de son mot de bienvenue.

[Lire la suite](#)

Pour plus d'information



Centre de services scolaire des Patriotes

1740, rue Roberval

Saint-Bruno-de-Montarville Québec

Canada J3V 3R3

 csp.ca/



BOURSES SOFAD 2024

Dévoilement de la lauréate de la catégorie formation générale des adultes

16 avril 2024

Les Bourses de la SOFAD mettent en lumière le parcours exceptionnel de deux étudiants, en formation générale des adultes (FGA) et en formation professionnelle (FP), qui ont choisi la formation à distance comme mode d'apprentissage.

Nous sommes ravis de vous dévoiler le nom de notre lauréate de la catégorie FGA, édition 2024, que nous avons annoncé lors du 18e congrès de l'AQIFGA, le 11 avril dernier.

En suivant ses deux cours de physique en formation à distance au Centre l'Horizon du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, notre lauréate Léa Villeneuve a pu concilier ses études secondaires, ses deux emplois et a réussi à intégrer le programme de son choix au cégep.

Pour le directeur général de la SOFAD, Denis Sirois, « les Bourses de la SOFAD soulignent la pertinence de la formation à distance ainsi que la qualité du parcours d'élèves qui ont opté pour ce mode d'apprentissage de premier plan. Léa est inspirante, tant par son parcours d'études que par sa détermination. Notre équipe et notre conseil d'administration lui souhaitons bon succès dans la poursuite de ses études. »

Le dévoilement du lauréat de la catégorie FP se fera lors du colloque TRÉAQ-CPFGPE 2024 qui aura lieu les 30 et 31 mai prochains.

Nous remercions chaleureusement tous les étudiants qui ont soumis leur candidature pour les bourses et leur souhaitons le meilleur pour la suite.

L'équipe de la SOFAD

Pour plus d'information



SOFAD

2100, boul. de Maisonneuve Est, bureau 200

Montréal Québec

Canada H2K 4S1

🌐 www.sofad.qc.ca



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'OR-ET-DES-BOIS

Le Café L'Horizon, lauréat local du 26e Défi OSEntreprendre

16 avril 2024

Le 26e Défi OSEntreprendre permet de mettre en lumière des initiatives entrepreneuriales inspirantes et de jeunes porteurs de projets. Nous sommes fiers d'annoncer que le Café L'Horizon, réalisé par des élèves du Centre de formation générale des adultes L'Horizon, a été sélectionné comme lauréat local, il remporte ainsi une bourse de 300 \$ et participera au gala régional virtuel le 25 avril prochain.



Élèves du projet Café L'Horizon, Katy Vendette, animatrice à la vie étudiante au Centre de formation générale des adultes et Pierre Van Eeckhout, responsable local du Défi OSEntreprendre

Le Café L'Horizon incarne un projet collaboratif et inclusif initié par les élèves du programme régulier, auxquels se sont joints ceux du programme de francisation et d'intégration sociale. Chaque mardi, un plat est cuisiné et servi à l'Entre-Deux par les élèves eux-mêmes. Environ deux fois par mois, c'est un plat typique d'un pays représenté par un élève de francisation qui est proposé. Cette initiative permet de ravir les papilles de près d'une trentaine d'élèves et membres du personnel, mais également de mettre en valeur et de célébrer la richesse et la diversité culturelle présentes dans l'établissement.

Ce projet s'est démarqué dans la catégorie Formation professionnelle et Éducation des adultes, par son engagement à créer un sentiment d'appartenance au sein de son milieu scolaire et à briser l'isolement. Il offre aux élèves l'opportunité de développer leurs compétences entrepreneuriales, tout en contribuant à bâtir une communauté éducative dynamique et ouverte sur le monde. L'implication des élèves issus de divers programmes a non seulement encouragé la collaboration, mais a également favorisé une meilleure compréhension et appréciation des différentes cultures en plus de diminuer les préjugés. Bien que la diversité linguistique ait été un défi initial, elle s'est avérée être une opportunité précieuse pour promouvoir l'apprentissage interculturel et renforcer les liens au sein de la communauté scolaire.

La réalisation du Café L'Horizon a nécessité la formation d'une coopérative par les élèves. C'est grâce à l'entremise et au soutien de leur animatrice à la vie étudiante, Mme Katy Vendette, appuyée par des représentants du Carrefour jeunesse emploi d'Abitibi-Est et d'Aire Ouverte que cette coopérative a pu voir le jour. Différents comités ont été formés tels qu'un comité de production, de promotion, de ressources humaines et de finances pour orchestrer l'événement hebdomadairement. Cela permet de faire la gestion complète de la vente de billets, de l'achat des ingrédients jusqu'à la mise en oeuvre en cuisine.